

## **Menaces de démolition à Jérusalem-Est, en dépit de la crise du logement**

JÉRUSALEM, 3 février 2014 (IRIN) - Les menaces de démolition qui pèsent sur certains immeubles d'habitation de Jérusalem-Est viennent exacerber la crise du logement qui touche la ville, avec plusieurs centaines de personnes exposées à la perte de leur logement. Les résidents palestiniens se disent discriminés par le plan d'aménagement urbain.

Depuis le début de la construction de la barrière de séparation il y a dix ans, les Palestiniens les plus défavorisés de Jérusalem-Est sont nombreux à avoir choisi de déménager à l'ouest du mur.

Fin 2013, les autorités israéliennes ont rendu des décisions judiciaires prévoyant la démolition d'un certain nombre de bâtiments de Ras Shehada et Ras Khamis – des quartiers palestiniens situés à l'intérieur des limites municipales de Jérusalem, mais coupés du reste de la ville par le mur de séparation – au motif que leur construction s'était faite sans permis.

« Avec tout ce qui est en train de se tramer ici, j'essaie de vendre ma maison », a dit Shadi, 26 ans, qui possède un appartement menacé de démolition à Ras Khamis. « Si quelqu'un se présente maintenant et me propose, disons 150 000 ILS (43 000 dollars US) au comptant, je pars d'ici. »

### **Pression économique**

De nombreux Palestiniens de Jérusalem-Est préfèrent vivre du côté israélien (essentiellement pour des raisons d'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi), si bien que la demande de logements y est élevée. Mais les restrictions draconiennes en matière de construction, imposées par la municipalité de Jérusalem aux quartiers palestiniens situés dans l'enceinte du mur, ont engendré une pénurie de logements et une flambée des prix à Jérusalem-Est.

Les autorités israéliennes ont longtemps fermé les yeux sur les bâtiments édifiés de l'autre côté de la barrière de séparation dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est. Ces secteurs n'ont pas été planifiés et souffrent d'un manque d'infrastructures et de services, d'un système de ramassage des ordures inadapté, et de coupures d'eau et d'électricité.

Mais ils offrent un avantage de taille qui attire les habitants : le logement y est moins cher que du côté israélien. Et étant donné qu'ils sont situés dans les limites de la ville, leurs habitants peuvent conserver la carte d'identité israélienne sans laquelle ils seraient apatrides.

Shadi a expliqué qu'à Shuafat et Beit Hanina - deux des quartiers palestiniens les plus prisés de Jérusalem-Est, situés à l'ouest de la barrière – une maison vaut entre 500 000 et 600 000 ILS (entre 143 000 et 172 000 dollars US), tandis que son appartement à Ras Khamis n'en vaut que 120 000 (34 000 dollars US).

Les tours d'habitation bon marché ont poussé comme des champignons dans l'ensemble des quartiers palestiniens de Jérusalem-Est situés à l'extérieur du mur.

« Ici, il faut compter un versement au comptant de 50 000 [ILS], puis 2 000 [ILS] chaque mois pendant quatre ans, alors que là-bas [du côté israélien], [le loyer] peut atteindre 6 000, 7 000 [ILS] par mois. » Actuellement sans emploi, Shadi a précisé qu'il touchait environ 5 000 ILS par mois lorsqu'il travaillait, à peine plus que le salaire israélien minimum.

### **Politiques d'urbanisme**

S'adressant à l'agence de presse palestinienne Maan, un activiste local a dit que 15 000 personnes risquaient de perdre leur logement si Israël mettait à exécution les ordres de démolition visant Ras Khamis et Ras Shehada. La plupart des ONG avancent des chiffres bien inférieurs. Sari Kronish, de l'ONG israélienne Bimkom-Planners for Planning Rights, estime qu'entre plusieurs centaines et 1 500 personnes seraient menacées de déplacement.

Cependant, « il existe bien plus d'unités sans permis que [celles] ayant reçu un ordre de démolition à ce jour », a-t-elle dit. Il est donc difficile de savoir combien de personnes seront affectées à terme.

Selon les activistes, les ordres de démolition – de même que les politiques empêchant les Palestiniens d'obtenir des permis en premier lieu – résultent d'une volonté israélienne de maintenir certaines statistiques démographiques à Jérusalem. Mme Kronish a dit qu'Israël, après avoir occupé Jérusalem-Est en 1967, avait redessiné les frontières de la ville. Le principe directeur de ce redécoupage était « d'ajouter le maximum de terres et le minimum de [Palestiniens] », afin que Jérusalem affiche un nouveau ratio de 70 juifs israéliens pour 30 Palestiniens.

« Depuis lors, les gouvernements israéliens successifs ont décidé que la planification urbaine devait maintenir cet équilibre », a dit Mme Kronish. Cela a donné lieu à des politiques qui favorisent l'expansion des quartiers juifs, et freinent celle des quartiers palestiniens.

« Ça s'apparente à un déplacement passif. Les quartiers palestiniens n'ont jamais été planifiés correctement. Certains d'entre eux l'ont été, mais il s'agit de planification restrictive », a expliqué Mme Kronish. Par exemple, sur les plans d'aménagement israéliens relatifs aux quartiers palestiniens, les terres affectées au logement sont souvent déjà construites. Mme Kronish a ajouté que, paradoxalement, « parfois, même des maisons existantes sont exclues du plan, de façon à affecter leurs terres au logement ».

Les plans israéliens ont tendance à privilégier les espaces verts dans les zones palestiniennes, indépendamment des besoins des habitants ou de l'usage qu'ils font de la terre.

En outre, les Israéliens appréhendent les quartiers palestiniens comme s'il s'agissait de zones rurales, en dépit de leur urbanisation croissante. Les droits de construction sont limités en zone rurale et des restrictions s'appliquent à la largeur et à la hauteur des édifices. Les plans d'aménagement de ces zones ne soutiennent pas le rythme de la croissance démographique palestinienne.

**« Avec tout ce qui est en train de se tramer ici, j'essaie de vendre ma maison »**

Prises ensemble, ces politiques limitent drastiquement le nombre de permis de construction délivrés dans les quartiers palestiniens. Les rares permis accordés s'accompagnent de taxes et de droits municipaux exorbitants, largement au-dessus des moyens de la plupart des Palestiniens de Jérusalem-Est, ce qui contribue au flux régulier de personnes passant de l'autre côté du mur.

La municipalité de Jérusalem a dit à IRIN que les secteurs palestiniens de la ville avaient été négligés historiquement, mais qu'elle avait investi 3 millions de shekels israéliens pour le rezonage des quartiers de Jérusalem-Est rien qu'en 2011.

« Sous le mandat du maire Nir Barkat, la municipalité de Jérusalem a consacré des efforts considérables à l'amélioration de la qualité de vie des résidents arabes de la ville. L'objectif de M. Barkat est de combler le fossé qui s'est creusé en raison de décennies de négligences dans certaines parties de la ville », a indiqué un porte-parole dans un communiqué écrit.

Bien que les politiques israéliennes poussent les Palestiniens du côté ouest de la barrière de séparation, ce mouvement n'altère pas l'équilibre démographique global de la ville. Mais certains habitants de Ras Khamis pensent que les quartiers de Jérusalem situés à l'extérieur du mur finiront par passer sous le contrôle de l'Autorité palestinienne.

### **Problèmes sécuritaires**

La crise du logement qui touche Jérusalem et les menaces de démolition israéliennes à Ras Khamis sont « politiques », estime Riad Julani, 40 ans, un autre habitant dont la maison est menacée de destruction.

« [Les Israéliens] ont fait de cet endroit une jungle. On n'est plus en sécurité ici », a dit M. Julani. Lui et d'autres habitants ont dit que le trafic et la consommation de drogue étaient endémiques dans le quartier, et que les autorités israéliennes choisissaient de ne pas intervenir.

« Il y a des enfants de 14, 15 ans qui prennent de la drogue ici, et nous sommes vraiment juste en face de la police. On pourrait faire une expérience. On pourrait mettre quelque chose qui

ressemble à de la drogue dans des sacs et aller au poste de contrôle [de Shuafat], vous pourriez sortir de l'argent sous le nez des soldats, est-ce qu'ils viendraient vers vous ou vers moi ? Non. Ils s'en fichent. Ils se fichent des Arabes ».

Les habitants rapportent également que des maisons et des commerces sont régulièrement cambriolés, et que la police israélienne n'intervient pas.

Saed Abu Asab, 58 ans, vit dans le même immeuble que M. Julani. Il dit préférer Ras Khamis à l'appartement qu'il louait autrefois dans la vieille ville de Jérusalem où lui, sa femme et leurs cinq enfants s'entassaient dans une même pièce.

« Ça donnait "Sois gentil, j'aimerais rentrer, recule un peu, je dois aller à la salle de bain" », se souvient-il. En réfléchissant à sa situation actuelle, il a ajouté : « Maintenant [les Israéliens] parlent de démolition, mais alors pourquoi laissent-ils [les juifs israéliens] construire à Pisgaat Zeev [une colonie israélienne] et ne [nous] laissent-ils pas le faire ici ? »

Pourtant, malgré les menaces imminentes de démolition, le boom du logement se poursuit de l'autre côté de la barrière de séparation.

mg/jj/rz-xq/amz